Revue de presse
Articles publiés entre le 11 novembre et le 15 novembre 2013

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Economie.....2
Tourisme.....10
Santé.....14
Pêche.....24
Genre.....30
Energie renouvelables.....33
Surveillance maritime dans l'Océan Indien.....35
Développement durable.....37
Environnement.....39

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

Economie



Le secrétaire général de la COI ne se fait pas de soucis concernant la fidélité financière du Fonds européen de développement pour la région Afrique et océan Indien. Tout en trouvant juste les exigeances imposées par l'Union européenne à ses partenaires africains, Jean-Claude de L'Estrac insiste sur la prérogative des organisations dans la conduite du processus d'intégration régionale

JEAN-CLAUDE DE L'ESTRAC,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

« POUR UNE APPROCHE DAVANTAGE CENTRÉE SUR DES RÉSULTATS »

Expliquez-nous le rôle de la Commission de l'océan Indien, en quelques mots...

La Commission de l'océan Indien (COI) conduit depuis trente ans des actions d'intérêt régional en faveur du développement de ses cinq pays membres : les Comores, la France/Réunion, Madagascar, Maurice et les Seychelles.

Cela est nécessaire parce que les problèmes qui nous affectent ne sont pas limités par nos frontières. Nos îles sont vulnérables. Elles sont toutes affectées par les effets du changement climatique. Pareillement, nous sommes très éloignés des grands marchés et des centres mondiaux de décision et de production.

La sécurisation de nos vastes étendues océaniques, menacées par la pêche illégale et la piraterie maritime, sont aussi des défis qu'aucun de nos pays membres ne peut relever seul.

La COI est donc une force d'action collective qui favorise la mutualisation des ressources et des moyens dans la conduite de projets d'intérêt commun.

C'est dans ce sens que nous avons lancé les grands chantiers de la connectivité maritime, aérienne et numérique. L'Indianocéanie, pour s'insérer durablement et de manière compétitive dans la mondialisation, doit être connectée en son sein et au vaste monde. Contrairement à ce que j'entends, je constate que nous sommes encore très mal connectés au monde.

Vous parlez de projets communs, mais ils sont peu connus…

En effet, ils sont parfois peu connus de nos populations, et aussi, il faut le dire, de nos décideurs. Et pourtant, ils apportent des résultats concrets. Je vous en donne un exemple : le Plan Régional de Surveillance des Pêches (PRSP), financé par l'Union européenne, a permis depuis 2007 de procéder à 35 missions conjointes de surveillance maritime, ce qui représente 1 000 jours de patrouille en mer. Ces missions ont permis de procéder à 400 inspections en mer, 10 arraisonnements, de dresser 41 procès-verbaux. Ce projet qui mutualise les moyens de nos pays membres a un double impact : en luttant contre la pêche illégale, nous sécurisons les eaux de l'Indianocéanie et nous contribuons à la gestion durable des pêches.

L'Union européenne (UE) propose de nouvelles directives pour l'allocation de ses fonds destinés à l'Afrique et à l'océan Indien. Ce n'est pas une tâche aisée pour les

organisations régionales de coordonner leurs réponses au bailleur…

Nous avons reçu les lignes directrices de la programmation du 11e FED en septembre dernier, lors d'une mission conjointe des Secrétaires généraux des organisations régionales d'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien, à Bruxelles.

Les réunions que nous conduisons toute cette semaine, entre nos organisations régionales, et avec nos pays membres et l'Union européenne, visent à coordonner nos réponses sur les modalités de cette programmation.

Plus simplement, le 11e FED prévoit des changements notables dans l'architecture de l'aide européenne à destination de la région, comparativement aux 9e et 10e FED. Le Dr Richard Sezibera, Secrétaire général de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) et président sortant du Comité interrégional de coordination (CIRC), qui réunit l'EAC, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), le Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA) et la COI, a adressé une correspondance à Catherine Ashton et Andris Piebalgs (respectivement haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et commissaire au Développement, NdlR.) suite à notre mission conjointe à Bruxelles en septembre dernier. Dans cette correspondance, le Dr Sezibera fait état de quelques points qui méritent d'être discutés ou clarifiés.

Peut-on avoir un aperçu de ces quelques points ?

Le premier concerne le rôle des organisations régionales qui ne doit pas être dilué ou minimisé. Nous souhaitons que le Programme Indicatif Régional (PIR) reconnaisse le rôle moteur de nos organisations dans la conduite du processus d'intégration régionale, et ce au nom de leurs pays membres. Nos organisations sont en outre « dûment mandatées » au titre de l'Accord de Cotonou qui régit la coopération entre l'Union européenne et les pays ACP. Il s'agit donc de rappeler, à l'Union européenne et aussi à nos pays membres qui peuvent avoir des intérêts nationaux, que ce sont nos organisations qui doivent garder la prérogative de la mise en œuvre du processus d'intégration régionale.

Ensuite, il était question de ne présenter le draft du PIR aux organisations qu'après sa présentation au comité du Fonds européen de développement. Nous pensons que l'approbation du PIR doit être d'abord obtenue des organisations régionales dûment mandatées avant soumission à ce comité. Il s'agit de nous assurer de la pleine conformité de ce document avec nos stratégies de développement et nos engagements régionaux.

Enfin, la nouvelle configuration du 11e FED prévoit l'intégration de la Communauté de développement d'Afrique australe et orientale (SADC) dans le PIR. Or, nous sommes encore en attente d'une décision des instances décisionnelles de la SADC à ce sujet. Cette nouvelle configuration n'est donc pas acquise.

Malgré ces quelques points qui restent à clarifier, je crois que la programmation du 11e FED nous motive à adopter une approche davantage centrée sur des résultats. Le principe qui sous-tend l'ensemble de cet exercice est celui de l'efficacité de l'aide conformément à l'Agenda pour le changement de l'UE.

A l'ouverture de la 24e réunion plénière du CIRC, vous évoquiez des tentatives de minimiser le rôle des organisations régionales…

C'est vrai, nous notons avec inquiétude une tendance de certains Etats à vouloir replacer les Etats au centre de l'intégration régionale. Les lignes directrices de l'UE soulignent, elles-mêmes, l'intégration insuffisante de la dimension régionale dans les stratégies nationales de développement.

Je suis catégorique : les organisations régionales sont les plus à mêmes de conduire des politiques ambitieuses d'intégration régionale. Et nos résultats sont honorables, contrairement à ce que l'on voudrait faire croire.

L'UE propose qu'un Etat bénéficiaire revendique son appartenance à une seule organisation dans le cas d'une multiple appartenance, ce qui rend la tâche difficile pour des pays comme Maurice…

La philosophie derrière cette proposition consiste à éviter la duplication des actions et des financements, et donc d'aller dans le sens d'une gestion efficace des fonds qui sont alloués à la région. Cette philosophie, nous la comprenons parfaitement.



> Nos partenaires de développement, en l'occurrence l'UE, sont plus exigeants – et à juste raison – compte tenu du contexte international de crise qui prévaut. Nous ne pouvons compter sur l'appui de nos bailleurs sans en contrepartie respecter les principes de transparence, de gouvernance et sans adopter une culture du résultat

Comme l'a rappelé le Dr Sezibera dans sa correspondance adressée à Catherine Ashton et à Andris Piebalgs, les organisations régionales parlent au nom de leurs Etats membres. Nous sommes les Etats membres et nous sommes mandatés pour conduire l'agenda de l'intégration régionale. Les fonds qui sont alloués aux organisations régionales sont donc utilisés de manière globale, holistique. En outre, en définissant trois secteurs prioritaires d'intervention pour chacune des organisations régionales, nous pouvons éviter la duplication dans l'utilisation des ressources financières.

Est-ce à dire que le financement des projets par l'UE peut être compromis dans les prochaines années ?

Je ne pense pas qu'il soit compromis. Je crois plutôt que nos partenaires de développement, en l'occurrence l'UE, sont plus exigeants - et à juste raison - compte tenu du contexte international de crise qui prévaut. Nous ne pouvons compter sur l'appui de nos bailleurs sans en contrepartie respecter les principes de transparence, de gouvernance et sans adopter une culture du résultat. C'est ce que nous faisons. Et c'est ce qui constitue notre engagement le plus fort dans la programmation du 11e FED.

Nous devons aussi nous conformer aux priorités de l'Union européenne. Elle a aussi son mot à dire sur l'utilisation des fonds qu'elle met à disposition de sa politique d'aide au développement.

Je crois qu'il y aura toujours un appui conséquent de l'Union européenne, mais celui-ci sera de plus en plus complété par la mise en place de mécanismes de financements innovants (blending et leveraging) par d'autres bailleurs, dont la Banque africaine de développement, les programmes des Nations unies, l'Agence française de développement, voire par de nouveaux acteurs tels que les puissances émergentes, à commencer par la Chine.

Quel est le montant attendu de ce 11e FED ?

Je ne peux préjuger du montant, mais on sait déjà que le 11e FED est, à lui seul, doté de 31,5 milliards ! A titre de comparaison, les 9e et 10e FED totalisaient conjointement quelques 37 milliards. Nos organisations régionales réunies sous le CIRC ont géré depuis le 9e FED près d'un milliard d'euros. L'UE met des fonds conséquents au service du développement. Elle fait preuve d'un effort constant pour maintenir et augmenter ces enveloppes.

Quelle est la part qu'en a tiré la COI ?

Actuellement, nous conduisons six projets financés sous le 10e FED, dont le PRSP pour un montant de 12 millions que j'ai évoqué.

Je citerai également le projet SmartFish, ambitieux par son financement – 21 millions – et son ampleur géographique, soit une vingtaine de pays d'Afrique orientale, australe et de l'océan Indien. Ce projet vise à consolider le secteur de la pêche au niveau régional par des actions touchant à la sécurisation de la filière, à l'amélioration des cadres réglementaires, à la durabilité de la ressource, à la valorisation commerciale des produits de la mer, à la surveillance des pêches etc. Il est mis en œuvre conjointement avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies (FAO) et intervient aussi bien dans nos îles que sur la côte est-africaine et dans les régions lacustres (Lac Victoria, Lac Tanganyika, NdlR).

C'est d'ailleurs à travers SmartFish que la COI a apporté son appui technique aux deux saisons de fermeture temporaire de la pêche aux ourites à Rodrigues. Les effets positifs de cette mesure conservatoire ont été immédiats et indéniables. Notamment au plan économique : Rodrigues a engrangé un gain financier additionnel de Rs 18 millions en 2012, et la production est passée de 71 tonnes à 185 tonnes entre 2011 et 2012. J'aime aussi dire qu'il y a un aspect « genre » à cette réussite, puisque le projet profite directement aux piqueuses d'ourites.

C'est aussi sur des fonds européens à hauteur de 15 millions chacun que les projets Biodiversité et Energie renouvelable et efficacité énergétique vont bientôt débuter leurs opérations. Ces deux projets d'envergure contribueront, j'en suis convaincu, à la création d'une Indiaocéanie de croissance durable. C'est notre objectif.

L'UE restera donc le principal partenaire de développement de la région et de la COI ?

L'UE restera un partenaire incontournable. Mais d'ores et déjà, nous devons anticiper la nouvelle architecture de ce partenariat. Le 11e FED nous conduit à la fin des Accords de Cotonou d'ici 2020.

AM

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

À EBÈNE : Nous ne voulons pas diminuer le rôle des organisations régionales, a déclaré Frances Mosca

14 novembre, 2013



L'Union européenne (UE) a, par le biais de Francesca Mosca – directrice au sein de la Commission de l'UE de Afrique subsaharienne, des Caraïbes et du Pacifique –, insisté sur le fait que l'UE n'a nullement l'intention de réduire l'importance des organisations régionales. Celle-ci participait à la cérémonie d'ouverture de la réunion plénière de l'Inter-regional Coordinating Committee dans les locaux de la Commission de l'océan Indien. Francesca Mosca répondait ainsi à une remarque du secrétaire général de la COI, Jean-Claude de l'Estrac, qui a fait part de ses appréhensions concernant « certain attempts to minimize the role of our regional organisations ».« Nos pays membres ne peuvent espérer promouvoir l'intégration économique en réduisant le rôle des organisations régionales », avait dit M. De l'Estrac. Francesca Mosca s'est voulue rassurante mais a toutefois demandé aux organisations régionales de respecter leurs mandats et, surtout, de prendre en considération les développements en cours dans la région.La création d'une association tripartite (SADC, COMESA, Organisation de l'Afrique de l'Est) constitue, selon elle, un « développement majeur » dans la région. De plus, la volonté de l'Union africaine de créer une zone de libre-échanges doit également être prise en compte. La directrice de la Commission européenne a souhaité que les membres de l'IRCC s'informent sur la situation de la région et développent ensuite un plan stratégique « réaliste ». Elle a exprimé sa volonté d'avoir une discussion « franche et ouverte » avec les organisations présentes à Maurice. L'ancienne directrice de la Commission européenne Claudia Weidey-Nippold, aujourd'hui directrice de l'European External Service, participe également à ces discussions, qui portent sur la programmation de l'aide européenne dans le cadre du 11e FED. **AM**

http://www.lemauricien.com/article/ebene-nous-ne-voulons-pas-diminuer-role-des-organisations-regionales-declare-frances-mosca

New IRCC Chairperson Mahboub Maalim asks the European Union to trust the leadership of the African Continent headed by the IRCC. Africa, he says, is in a position to choose with whom to discuss its different needs, as it has many friends around the globe

You are the new Chairperson of the IRCC (Inter-Regional Coordinating Committee) and the Secretary General of the Intergovernmental Authority on Development (IGAD). What was the purpose of the creation of IGAD?

IGAD was formed in 1986 as a result of the very serious drought and famine that occurred for the first time in the Horn of Africa. So, among the United Nations Assembly Resolutions, it was decided to set up IGAD to deal with that disaster and to make sure there was proper coordination when it came to humanitarian relief.

Apart from famine, what action has IGAD taken as a regional organisation?

IGAD has eventually taken up the issues of political stability, peace and security, food security, migration and the regional integration of the countries in the Horn of Africa. IGAD comprises eight member states, namely Djibouti, Ethiopia, Kenya, Somalia, Sudan, South Sudan, Uganda and Somalia.

Regional organisations operating under the umbrella of IRCC are asked to take charge of particular sectors. What are the burning issues that need to be taken up or are being looked at by IGAD presently?

We have two big issues at IGAD at present: peace and security, and drought resilience. These two issues are on top of the agenda, but that does not mean that the other issues are not important. We have to select our priorities.

How can funding from Brussels directly impact the issues of peace and security and drought resilience?

First of all, Europe has been a very good partner. We are thankful to the European Union and the European citizens for being so close to us for so long. As you know, EDF 10 is ending this year, and we will enter another cycle, that is EDF 11, which will be a five-year cycle of funding.

The EU has already told us that regarding the issues of peace and security and drought resilience, EDF 11 is prepared to fund. They are also prepared to fund regional integration and infrastructural projects. These sectors are priorities for IGAD. The IRCC as well is prepared to discuss with Brussels to see how best, within the area of their interests, we could benefit from such funding.

One of the issues on the agenda of the IRCC meeting in Mauritius was the question of overlapping memberships in respect of funding. Your opinion as new IRCC Chairperson?

Everything is about discussion. Nothing is about casting stones. Nothing has yet been decided. The European Union has been kind enough to share with us their views on how best they want to work with us. We have laid these on the table for our members to see and decide what is the best way to work with the European Union.

As new Chairman of the IRCC, I believe it will be difficult to deal with the European Union asking one thing from one organisation and another from yet another organisation. I agree, on this particular issue of overlapping memberships, that it is the best thing to do in the long run. I agree with that. But not now, it's too premature.

I agree that the concern is legitimate, but I think we must continue to work in a way that accommodates all of us until we get there. We will get there anyway. It is just a question of time.

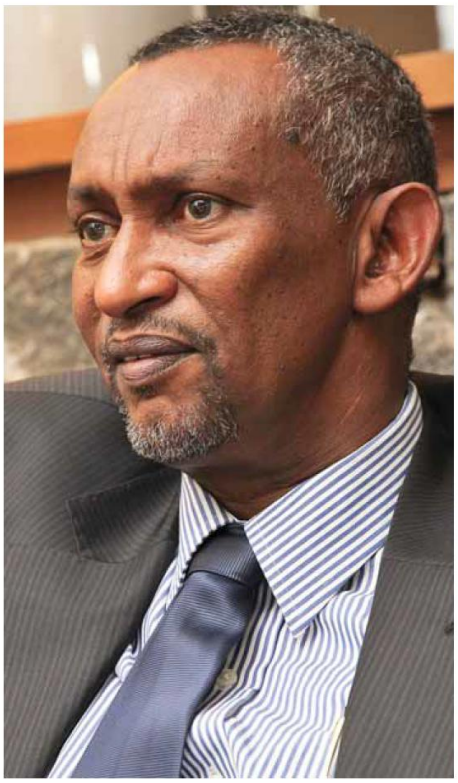
So you agree with Brussels but you say not now...

I agree with the fact that what they are saying is a concern. However, we cannot jump on something just because there is a concern. You need to look at the timing. As far as this particular issue is concerned, in my view, we are not ready. We need time to go there. We will get there if they give us time.

We have been told that in terms of funding, the EU will partly fund some projects. Where will the member states find the rest of the funding?

What you are calling part funding is what the European Union calls blending and leverages. For the record, let me say that I personally suggested that idea four years ago. The point is that the money EU gives us is not a small amount of money, but sometimes it is not a big amount of money either when we come to huge infrastructural projects. So we thought that it would be more interesting and reasonable to join other sources of funding. But at that time, the European Union thought it would not work.

We are therefore very happy that Brussels now believes this formula can work. Where will the rest of the money come from? Well there are many other sources. Governments can go for loans, soft loans from financial institutions like the World Bank or the African Development Bank, etc. That is a good thing that can set a milestone.



> Africa is very close to European Union, but we also work with other financing partners. It depends on what issues are being discussed. We have different friends and we are in a position to choose with whom to discuss as we have different needs

Despite all that has been said and heard, can we say that IRCC, IGAD, COMESA, EAC, IOC and Africa as a whole still consider Europe as their first partner in terms of trade and aid?

Africa has a multiplicity of needs, but the continent is also in a position to take decisions. Africa is very close to the European Union, but we also work with other financing partners. It depends on what issues are being discussed. We have different friends and we are in a position to choose with whom to discuss as we have different needs. No friend of ours is able to cater to all our needs and requests, just as Africa is not in a position to provide all the things they want from us. This is something that is easily understandable.

As new IRCC Chairperson, what is your message to the EU?

Brussels has been a very close ally to the IRCC and to the entire African continent, and we do know and understand some of the concerns they are raising. My message to Brussels is: we are prepared to discuss a few of your concerns. Let's work together, as we just need a time frame to address them.

Nearly all the African organisations talk of the problem of connectivity as a major obstacle in the regional integration projects. Who has the duty to tackle such problems?

It should be both the member states and the private sector. We need PPPs for such problems. We need frameworks that are relevant. Airlines like Ethiopian Airlines and Kenya Airways are doing their best, but that is not sufficient. They cannot fill all the gaps. That issue is on our agenda, but it needs to be discussed at the continent level, first and foremost at the Heads of State Summit. We need to bring our proposals on board and see how we can realize them. This issue of connectivi-ty is something that it is being discussed everyday in Africa.

AM

MINORITY VOICE
Stand Up & Be Counted

Discussions intenses entre les organisations régionales sur le FED

13/11/2013



Le 11ème Fonds Européen de Développement qui concerne les financements de projets à des organisations régionales africaines pour la période 2014-2020 était à l'agenda d'une conférence depuis lundi dernier. La conférence est organisée par Comité interrégional de coordination (CIRC, comité qui représente quatre organisations régionales dont la Commission de l'Ocean Indien, COMESA, EAC et IGAD.Le but de cette rencontre est d'adopter une position commune face au programme FED 11 qui devra être approuver en décembre prochain. Le président de l'IRCC, le Dr Richard Sezibera a transmis la présidence hier à Mahboub Malim, secrétaire-générale de l'IGAD qui regroupe huit pays dans la région du corne de l'Afrique.Les organisations régionales de l'Afrique orientale et australe et océan Indien (AfOA-OI), à savoir l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la Commission de l'océan Indien (COI), la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) et le Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA), ainsi que la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), mettent en œuvre des programmes d'intégration régionale et de coopération au bénéfice du développement économique et social de la zone. Reste que certains Etats sont membres de plusieurs organisations régionales. Il en résulte un risque de duplication des actions et des objectifs dans les programmes mis en œuvre par les organisations régionales. C'est pourquoi il a été décidé de créer en 2001 un Comité interrégional de coordination (CIRC) afin de faciliter l'accès aux fonds européens, éviter la duplication, et favoriser les économies d'échelles conformément aux principes de l'efficacité de l'aide. Le CIRC réunit le COMESA, la COI, l'EAC et l'IGAD. C'est donc dans le cadre de la programmation du 11ème Fonds européen de développement (FED) que les organisations régionales membres du CIRC, la SADC, leurs Etats membres et l'Union européenne tiendront à Maurice une série de réunions de concertation.Il s'agit notamment de définir l'architecture et la gouvernance du 11ème FED

régional ainsi que les priorités qui seront à la base des programmes de développement mis en œuvre par les organisations régionales et leurs pays membres pour la période 2014-2020. Ces priorités devront aussi être en concordance avec celles de la stratégie d'aide au développement de l'Union européenne. noter que la COMESA est représentée à cette conférence par Dr Kipyego Chelluget (photo),vice secrétaire-générale de la COMESA.

AM

http://www.minorityvoice.info/2013/11/13/discussions-intenses-entre-les-organisations-regionales-sur-le-fed/

FRANCESCA MOSCA, EUROPEAN COMMISSION DIRECTOR

"We are willing to have the private sector on board"

In a mini-interview yesterday morning, European Commission Director for Cooperation for Sub-Saharan Africa & ACP Commission made it clear that the European Union (EU) is going to be selective in its financing. According to Mrs Francesca Mosca, it is high time for the private sector to be involved in major African regional infrastructure projects, as these are also of a commercial nature. Europe's shortage of money, she confirmed, will be a key turning point in the Africa-Europe relations as far as project financing is concerned. This also raises the question of whether African states will exclusively have to take loans from European institutions



We understand that there has been major changes in the 11th EDF guidelines, compared to EDF 9 and 10. Can you tell us more about these changes?

In fact, what we found is that we would like to have a regional envelope for SADC, COMESA, EAC, IGAD and IOC. However, this envelope should not all be managed by the regional organisations. A big part of it, which we would use for big infrastructure programmes, could be managed by other actors, and should be used in conjunction with loans from the banks and other institutions in order to have some leverage. We cannot finance big regional infrastructure projects, be it roads or energy, only with grants

Why is that?

We do not have enough money. When we are talking of corridors, they might cost up to EUR 500 million or one billion... It is not possible to finance this by grants, and it is not fair, because they are commercial projects. Therefore, it would be useful to have new actors coming on board like the European Investment Bank or the African Development Bank. We can hence use the grant either for the studies or for interest rate subsidies, that is for other things. We feel we would get more out of it than what we are doing right now.

We know that there are regional organisations, but what should we understand from the term 'new actors' you just used?

Well, this is what we are discussing, but it should be clear that we want regional organisations to maintain their role and want them to have a clear say on everything which is done at the regional level, but we would like regional organisations to concentrate also on their regional integration agenda more than just using all their resources in order to identify and formulate projects. We will maintain, in any case, a dedicated envelope for each regional organisation, and on top of that, they will be overviewing what is done on the regional programme.

What about the question of overlapping memberships in regional organisations?

This is exactly why we are proposing one single envelope for the whole region. We do not want to twice finance things coming from different posts. We want to have regional organisations sitting together to discuss the strategic vision and the priorities, and then come to say we need to finance. We definitely want a stronger role for the regional organisations, but not necessarily an implementing role in everything.

When referring to banking institutions, are you talking about worldwide banking institutions, or are there some limitations set by the EU?

No, we are thinking of European and African institutions. As I mentioned, it could be the European Investment Bank, but it can also be the African Development Bank, amongst others, but also the private sector. In our new policy, we are more willing to have the private sector coming on board.

Like Private Equity Firms for example?

Yes, this is an idea. It is not easy, because it is a complete change, but that is what we are thinking of.

A first assessment of the discussions so far?

Well, we are starting the discussion. We are going to see tomorrow (Editor's note: today) where we are and we have another session in Brussels, in early December, to get things going.

AM

Eco austral Mada

MADAGASCAR UN CONCOURS DÉDIÉ AUX JEUNES ENTREPRENEURS.

L'association Synergie Jeunes, créée en avril 2013 avec le soutien de la COI (Commission de l'océan Indien) et de l'Union européenne, représente une véritable plateforme pour l'entrepreneuriat jeune dans l'océan Indien. Ayant pour but d'offrir un accompagnement et un soutien à ses membres afin de faciliter leurs initiatives, elle sert également de plateforme d'échanges d'expériences, ainsi que de précieux conseils dans un environnement fortement concurrentiel. Dans une volonté d'agir en faveur des jeunes d'aujourd'hui, qui sont les décideurs de demain, l'antenne de l'association à Madagascar organise de mi-septembre à fin octobre, avec le soutien des ministères concernés et de groupements d'entrepreneurs, un concours national gratuit et ouvert aux 18/35 ans. Il s'agit de primer deux lauréats : le premier porteur d'un projet d'entreprise ou en phase de création et le second possesseur d'un profil d'entrepreneur nouvellement établi. Une fois élus à la mi-novembre, les deux méritants se rendront à Maurice au mois de décembre afin de participer à la grande finale régionale face aux lauréats des quatre autres îles membres de la COI.

LINFO.RE

Maurice : légère hausse des arrivées touristiques

14 novembre 2013



En octobre 2013, les arrivées touristiques à l'île Maurice ont légèrement progressé de 2,81% avec 92 520 touristes au compteur contre 89 994 à la même période de l'année dernière, selon Statistics Mauritius.

Pour le huitième mois consécutif, les arrivées touristiques à Maurice ne cessent d'augmenter, après les hausses de mai (+4,5%), juin (+0,7%), juillet (+1,6%), août 2013 (+11,5%), septembre (+8,4%) et octobre (2,81%), selon le rapport mensuel de *Statistics Mauritius*.

L'attractivité de l'île sœur reste intacte malgré les conditions économiques défavorables résultant de la crise financière mondiale. Elle a ainsi accueilli 786 963 touristes de janvier à octobre 2013 contre 765 578 à la période correspondante de 2012.

Une légère progression des arrivées a notamment été observée chez les visiteurs français, qui forment l'un des principaux marchés émetteurs de Maurice. Le Défi Quotidien fait état d'une hausse de 4,8% pour le mois d'octobre 2013 avec quelque 23.847 touristes au compteur.

La palme de la plus grande affluence revient toutefois aux touristes chinois, dont le nombre a augmenté de 114,5%, soit l'équivalent de 3 867 arrivées.

En revanche, les Réunionnais étaient moins nombreux à fouler le sol mauricien le mois dernier. Et pour cause, leur nombre a baissé de -6,3 %, ce qui représente 15 817 touristes.

Après avoir accueilli 965 441 visiteurs en 2012, l'île Maurice ambitionne de franchir la barre d'un million de touristes cette année.

Arrivées touristiques à l'île Maurice au mois d'octobre :

France : 23 847 (+ 4,8 %)
Italie : 2 561 (-24,6 %)
Angleterre : 9 452 (+7,2 %)
Île de la Réunion : 15 817 (-6,3 %)
Afrique du Sud : 5 647 (-2,9 %)
Inde : 3 471 (+2,5 %)
Chine : 3 867 (+ 114,5 %)

http://www.linfo.re/Ocean-Indien-Economie/571795-Maurice-legere-hausse-des-arrivees-touristiques

L'Express DE MADAGASCAR
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET D'ANALYSE

Madagascar en vedette à Colmar

11 novembre 2013



Le stand de Madagascar à l'honneur

Le Salon international du tourisme et des voyages a ouvert ses portes vendredi, à Colmar. Madagascar était l'invité d'honneur de cette 29e édition.

Mini marché du Zoma, projection sur grand écran des paysages touristiques qui font la renommée de la Grande île, des menus typiquement malgaches dans un restaurant de 200 couverts, la musique folklorique de Justin Valiha. Tout ce décor, entouré des différents offices du tourisme malgache, national et régionaux, et des opérateurs touristiques privés, fait du stand de Madagascar un grand village. L'île est l'invitée d'honneur de la 29e édition du Salon international du tourisme et des voyages ou SITV, qui a débuté vendredi à Colmar. L'ambiance et la joie de vivre y sont au rendez-vous pour être partagées aux visiteurs. « Avec tout ce que nous avons vu, nous avons envie de

nature et de joie de vivre. L'année dernière, l'invité d'honneur qui était le Pérou, a organisé une exposition, une sorte de musée. Le décor était bien différent de celui de Madagascar qui est beaucoup plus vivant et jovial. » C'est le commentaire de Christiane Roth, présidente de la Chambre de commerce de Colmar, l'une des autorités de la région Alsace, également présidente du parc des Expositions de la ville présente à la cérémonie inaugurale.
La délégation malgache qui s'est déplacée massivement, ne ménage pas ses efforts pour surprendre les visiteurs à travers les différentes offres dans divers secteurs tant aérien qu'artisanal ou gastronomique. Augmenter les revenusL'objectif final étant de convaincre les visiteurs, notamment les habitants des pays limitrophes comme l'Allemagne, la Suisse et la Belgique qui ont un pouvoir d'achat élevé, à venir découvrir la Grande île. « Les visiteurs du Salon de Colmar ont un pouvoir d'achat plus élevé. Leur arrivée dans notre pays devra permettre d'augmenter les recettes générées par le tourisme », indique Hugues Ratsiferana, directeur général de la compagnie nationale aérienne de Madagascar.L'heure des explications sur les évènements récents de Nosy Be a aussi sonné pour certains responsables malgaches. « Depuis que nous avons installé notre stand, des journalistes sont venus nous questionner sur les tristes évènements qui ont eu lieu à Nosy Be. Nous leur avons donné notre vision des choses en rappelant qu'une situation similaire s'est produite en Angleterre, que c'est peut-être une forme de ras-le bol social du tourisme déviant. À mon avis, il faut être présent pour expliquer et discuter de tout cela », note Guy Suzon Ramangason, directeur national de Madagascar National Park. Eric Koller, président du Conseil d'administration de l'Office national de Madagascar, s'est attelé, dans son discours, à préciser l'authenticité du pays et l'hospitalité du peuple malgache. « Notre présence ici est très importante parce que le marché français occupe la première place dans le tourisme malgache. Le message que nous voulons véhiculer est que le peuple malgache est très pacifique, et que la sérénité après le premier tour de la présidentielle et ce, après quatre longues années de crise, mérite d'être cité comme un exemple à suivre », met-il en exergue. « Quand à l'authenticité du pays, cela n'est plus à démontrer. Certes, nous souhaitons atteindre un certain niveau de développement, mais les quelques routes en dégradation et le manque d'électricité pendant un certain moment ne font-ils pas partie du charme du voyage », déclare-t-il en terminant son allocution. Il est le seul représentant des autorités malgaches à l'inauguration.
Lantoniaina Razafindramiadana

http://www.lexpressmada.com/tourisme-madagascar/48050-madagascar-en-vedette-a-colmar.html

Al-watwan
Le premier journal des Comores

Tourisme : "Pass Comores" ou comment redonner vie au secteur

11 novembre 2013



L'Office national du tourisme (Ont) des Comores a procédé, jeudi soir à Cristal Itsandra, au lancement officiel de la première édition du «Pass Comores», une sorte de guide touristique. L'édition de cette brochure publicitaire s'inscrit dans une dynamique, lancée depuis janvier dernier avec l'ouverture de l'Ont, qui vise à redonner vie au secteur touristique. Ce document comporte des informations sur les hôtels, les boutiques, les numéros utiles et les sites touristiques des quatre îles de l'archipel.

«L'objectif de ce Pass est de sécuriser nos visiteurs et d'offrir à chaque voyageur un outil pratique durant son séjour. On y découvre notre archipel avec sa gastronomie, ses coutumes, sa langue et toutes les richesses qui rendent la destination Comores exceptionnelle», a déclaré le directeur de cabinet du ministère du Tourisme. Selon Hachim Abdou, les Comores subissent une situation préoccupante dans le domaine du tourisme. «L'Office national du tourisme, les acteurs publics et privé du monde touristique travaillent de concert pour assurer la mise en valeur de notre pays et la promotion des ses atouts touristiques», a-t-il soutenu.

La présidente de l'Ont a présenté la structure, qui a le statut d'établissement public professionnel. «Sa création émane de la volonté politique de créer un outil mise à disposition du secteur privé afin de promouvoir notre patrimoine», a fait remarquer Hissan Guy.

«Nous sommes biens conscients de la volonté du gouvernement d'appuyer et d'aider notre office. Malgré cela, il faut le souligner, nous ne disposons toujours pas des fonds nécessaires pour répondre aux ambitions que nous nous sommes fixés. Le tourisme a été identifié comme secteur porteur aux Comores, c'est un secteur à forte intensité de main d'oeuvre à même de porter de réponses concrètes au problème de chômage», a-t-elle poursuivi.

Selon Hissan Guy, seulement deux pays en Afrique, dont les Comores, ne sont pas membre de l'Organisation mondiale du tourisme. «Cette lacune place les Comores dans une fracture touristique par rapport aux pays de la région Océan indien. Le rôle de l'Ont est dont de porter des réflexions pouvant contrer ce diagnostic».

«Ce sont les pays qui ont pris le devant dans le domaine du tourisme, comme Maurice et Seychelles, qui tirent profit de ce concept. L'Ont devra jouer un rôle dans ce concept, mais il ne pourra pas le faire avant qu'il soit doté de moyens conséquents qui lui permettra d'atteindre les objectifs que le gouvernement s'est fixé dans le domaine du tourisme», a soutenu enfin le secrétaire général de l'Uccia.

Abouhariat Saïd Abdallah

http://www.alwatwan.net/index.php?home=actu.php&title=Tourisme-Pass-Comores-ou-comment-redonner-vie-au-secteur&actu_id=5883

LeDEFIMEDIAGROUP www.defimedia.info
14 November 2013

12e Colloque VIH/SIDA – Maurice : 188 cas détectés de janvier à septembre 2013



Les diverses représentations sur la situation du VIH/SIDA à Maurice lors du 12e Colloque VIH/SIDA, notamment celle du Dr Timol, directrice des services de Santé de Maurice, ont démontré que le nombre total de cas notifiés de 1987 à septembre 2013 se chiffre à 5 696.
710 sont décédés et le nombre estimé de personnes vivant avec le VIH dans la population s'élève à 10 700. Pour la période janvier/septembre 2013, 188 cas ont été enregistrés.
Le taux de prévalence chez les 15 ans et plus est de 1,02 %. La prévalence est élevée chez les usagers de drogues injectables (51 %). Chez les travailleurs du sexe, la prévalence du VIH est de 23,7 % alors que chez les hommes qui ont des rapports sexuels avec d'autres hommes, elle est de 20 % environ.
Le but du 12e colloque VIH/SIDA Océan Indien, ayant pour thème « Redynamisons la riposte », est de trouver des moyens pour amplifier la lutte et la prévention du VIH/SIDA. Le colloque, étalé sur trois jours, est organisé par le ministère de la Santé, en collaboration avec la Commission de l'océan Indien (COI).
L'objectif est aussi de revoir les stratégies pour renforcer la prévention du VIH, favoriser une meilleure prise en charge des personnes vivant avec le VIH et de promouvoir les droits humains. Les différents protagonistes, notamment les médecins référents, ont pu profiter de l'expertise de différents professeurs qui se sont déplacés pour l'événement, à l'instar du Dr Jean-Claude Tardy, expert en virologie et du Professeur Laurence Weiss.
Selon le ministre de la Santé, « les ressources internationales se font rares ». Avec le peu d'investissement disponible, « le but est d'atteindre un meilleur résultat en termes de vies humaines sauvées, de ressources économisées et de nouvelles infections évitées. Le VIH/SIDA exerce une pression considérable sur le développement durable des pays de la sous-région. Les nouvelles stratégies de prévention et de traitement préconisées par l'OMS vont nous guider vers une meilleure prise en charge

de personnes vivant avec le VIH et vers une réduction de transmission de 50 % en 2015 », a-t-il affirmé.

Nicolas Ritter : « Continuer à défendre nos objectifs »

En tant que directeur de l'association PILS, Nicolas Ritter a mis l'accent, quant à lui, sur l'importance d'inclure les personnes concernées à tous les échelons de la riposte contre le VIH/SIDA. « Les 30 années de lutte ont démontré que la médecine n'est vraiment efficace que si elle est couplée à des stratégies de prévention et de soins en lien avec les droits humains et surtout avec la participation effective des personnes concernées », a-t-il souligné.

http://www.defimedia.info/defi-quotidien/dq-actualites/item/42083-12e-colloque-vih-sida-maurice-188-cas-detectes-de-janvier-a-septembre-2013.html

Le douzième colloque Vih/Sida océan Indien ouvre aujourd'hui à Maurice

Aujourd'hui, mercredi 13 novembre, jusqu'au vendredi prochain, les travaux du douzième colloque Vih/Sida océan Indien se dérouleront à l'hôtel Intercontinental à Balaclava, à l'île Maurice, sous le thème *«Redynamisons la riposte»*. Ce colloque est un événement annuel organisé par les pays membres de la Commission de l'océan Indien pour partager les informations médicales, épidémiologiques et sociales et faire le point sur le niveau de soins et le soutien à apporter aux personnes vivant avec le Vih/Sida dans la région de l'océan Indien.

Cet événement, devenu incontournable dans la lutte contre le Sida dans les pays de la région, a pour objectif de renforcer le partenariat entre les gouvernements, les organisations non gouvernementales, le secteur privé, le personnel soignant et les personnes vivant avec le Vih/Sida. Les discussions des trois jours auront trait aux questions scientifiques et sociales relatives au Vih/Sida et verront la participation d'éminents experts étrangers. La Commission de l'océan Indien (Coi) a constitué un réseau de surveillance et d'investigation épidémiologique dans le but de réduire les risques d'épidémie de maladies infectieuses dans la région.

L'initiative de Rive

Le premier colloque sur le Vih/Sida a eu lieu en 2002 à l'initiative de l'organisation réunionnaise Rive.

Il réunit chaque année près de 200 participants d'organismes internationaux et nationaux. Des experts comme le Pr Willy Rozenbraun, co-découvreur du Vih, l'Onusida, l'Organisation mondiale de la santé et l'Unicef ont été parmi les organisations qui ont répondu présent lors des réunions annuelles dans les pays de la zone océan indien.

La prévention, la discrimination envers les personnes vivant avec le Vih/Sida, la «banalisation» de l'infection, les échanges associatifs et les actions de coopération entre les pays membres de la Coi seront également à l'ordre du jour. Le onzième colloque a été tenu, l'année dernière à Moroni, sous le thème *«Prise en charge globale du Vih/Sida»*.



Selon un rapport du 31 mars 2012, les Comores ont enregistré, depuis la première notification en 1988, 152 cas dont 49 décès. De janvier 2010 à Décembre 2011, 38 nouveaux-cas ont été notifiés. Durant cette période, le pays a pu maintenir sa prévalence habituelle à moins de 1%. Le nombre total de nouveaux cas diagnostiqués de VIH a certes légèrement augmenté depuis 2010 mais reste à un niveau faible.

Cette augmentation pourrait s'expliquer par une multiplication des sites de dépistage anonyme et gratuit mais également de diverses interventions à travers le pays.

Lutte contre les Ist/Vih/Sida est un des axes stratégiques majeurs des Comores

La lutte contre les Ist/Vih/Sida est inscrite parmi les préoccupations du gouvernement comorien. Elle fait partie des 7 axes stratégiques majeurs et des 35 programmes prioritaires de la Stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (Scrp) qui présente la vision du gouvernement comorien en matière de développement du pays pour la période 2009-2014. Le gouvernement comorien s'est aussi engagé à contribuer à la lutte contre les Ist/Vih/Sida avec des ressources nationales, notamment celles provenant de la réduction de la dette dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (Ippte) pour réaliser les programmes prioritaires en santé dont la lutte contre le Sida. Les priorités nationales ont été identifiées après une consultation participative et inclusive avec les parties prenantes et ont été successivement concrétisées dans le financement du round 9 par le Fonds mondial. Les actions prioritaires proposées pour lutter contre les Ist/Vih/Sida sont établies sur la base d'une approche intégrée et multisectorielle impliquant tant des ministères clés comme celui de l'éducation et de la défense que les organisations de la société civile.

Extrait du rapport d'activités, 31 mars 2012

AfriqueJet

Colloque VIH-Océan Indien

09/11/2013

L'île Maurice va accueillir le 12ème colloque VIH/Océan Indien - L'île Maurice accueillera du 13 au 15 novembre 2013 le 12éme colloque VIH/Sida Océan Indien avec la participation de 125 délégués des pays

membres de la Commission de l'Océan Indien, notamment les Comores, Madagascar, La Réunion, Seychelles et Maurice.

Lors de ce colloque annuel qui aura pour thème 'Redynamisons la riposte', on parlera de l'épidémie mondiale qui se transforme, de nouvelles recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), des tests rapides à orientation diagnostique du foie, de l'alcool, la drogue et le VIH, de la réduction des risques, du VIH et la prison et aussi du voyage et le VIH.

Dans un communiqué, émis ce jour à Port-Louis, le ministère de la Santé a indiqué que ce colloque permet le partage d'informations médicales, sociales et épidémiologiques, l'actualisation des connaissances sur la prise en charge médico-sociale, le partage sur le niveau des soins et le soutien à apporter aux personnes vivant avec le VIH/Sida dans les pays de la zone, ainsi que le partage sur des grands sujets liés au VIH tels que la prévention, la banalisation de l'infection, la discrimination des personnes vivant avec le VIH, et l'homosexualité.

Le colloque facilitera aussi le renforcement du partenariat au niveau des organisations non gouvernementales, la société civile, des paramédicaux et des religieux.

Selon les chiffres du ministère mauricien de la Santé, 5.682 cas de VIH/sida ont été dépistés à fin août 2013, parmi lesquels 1.203 femmes.

Le nombre de personnes vivant avec le VIH/sida à Maurice est estimé à 10.600.

Le nombre de cas a connu une baisse à partir de 2011, s'élevant à 401, soit une moyenne de 33 cas par mois.

En 2012, le ministère de la Santé et de la Qualité de la Vie a enregistré 320 cas, soit une moyenne de 27 cas par mois.

En août 2013, environ 5.690 toxicomanes étaient en traitement de substitution de la méthadone et 6.000 avaient adhéré au programme d'échange de seringues.

http://www.afriquejet.com/ocean-indien/13383-colloque-vih-ocean-indien.html

Maurice : 12e colloque VIH/Sida dans l'Océan Indien

13 novembre 2013



Port-Louis accueille, du 13 au 15 novembre, le 12e colloque VIH/Sida Océan Indien, auquel participent cinq pays de la région, dont les Comores, Madagascar, La Réunion, les Seychelles et Maurice.

La 12e édition du colloque VIH/Sida Océan Indien s'étalera sur trois jours et s'articulera sur le thème « Redynamisons la riposte ». Les cinq pays membres de la Commission de l'océan Indien (COI) prennent part à cette rencontre annuelle, dont les Comores, Madagascar, La Réunion, les Seychelles et Maurice.

Du 13 novembre 15 novembre, quelque 125 délégués issus de ces pays aborderont plusieurs thématiques, à savoir, « *la transformation de l'épidémie mondiale, les nouvelles recommandations de l'OMS, les tests rapides à orientation diagnostique, mais aussi 'le foie, l'alcool, la drogue et le VIH' 'la réduction des risques : ça marche ! ' ; le VIH et la prison, ou encore 'voyage et VIH'* », détaille le journal Le Mauricien.

Le 12e colloque VIH/Sida Océan Indien voit également la présence d'éminents professeurs venant de France, ayant répondu positivement à l'invitation du ministère mauricien de la Santé.

Organisé une fois par an dans les Etats membres de la COI, ce colloque constitue un rendez-vous incontournable pour tous les acteurs de la lutte contre le sida de la région Océan Indien. A cette occasion, ils peuvent échanger des informations médicales, sociales et épidémiologiques concernant la pandémie, ou procéder à l'actualisation de leurs connaissances sur la prise en charge médico-sociale, sur le niveau des soins et du soutien à apporter aux personnes vivant avec le VIH, ou encore partager leurs savoir-faire et expériences sur des grands sujets liés

au VIH, tels que la prévention, la banalisation de l'infection, la discrimination des personnes vivant avec le VIH et l'homosexualité.

A noter que le colloque a également pour vocation de faciliter le renforcement du partenariat entre les organisations non gouvernementales, la société civile, les acteurs paramédicaux et les religieux.

Pour rappel, l'île Maurice compte quelque 5 682 personnes porteuses du virus du Sida, dont 1 203 femmes, selon les derniers chiffres du ministère de la Santé, publiés fin août 2013.

http://www.linfo.re/402-Societe/571265-Maurice-12e-colloque-VIH-Sida-dans-l-Ocean-Indien

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

À L'HÔTEL INTERCONTINENTAL : 12e colloque VIH/Sida Océan Indien du 13 au 15 novembre

11 novembre, 2013



Maurice accueillera, du 13 au 15 novembre, le 12e colloque VIH/Sida Océan Indien, qui se tiendra à l'hôtel Intercontinental, Balaclava. Cette réunion annuelle, qui aura pour thème « Redynamisons la riposte », est une initiative du ministère de la Santé. Quelque 125 délégués des pays membres de la Commission de l'océan Indien – notamment les Comores, Madagascar, La Réunion, les Seychelles et Maurice – y participeront. D'éminents professeurs de France seront également présents.
La 12e édition du colloque VIH/Sida Océan Indien ouvre ses portes le 13 novembre à l'hôtel Intercontinental, Balaclava. Sur le thème « Redynamisons la riposte », cette initiative du ministère de la Santé – prévue sur trois jours – accueillera 125 délégués venant des pays membres de la Commission de l'océan Indien. Sont aussi attendus d'éminents professeurs de France. Parmi les thèmes qui seront abordés : la transformation de l'épidémie mondiale, les nouvelles recommandations de l'OMS, les tests rapides à orientation diagnostique, mais aussi « le foie, l'alcool, la drogue et le VIH », « la réduction des risques : ça marche ! » ; le VIH et la prison, ou encore « voyage et VIH ».Ce colloque représente un

événement majeur pour tous les acteurs de la lutte contre le sida de la zone océan Indien. Une fois par an, celui-ci se déroule dans l'un des pays membres de la Commission de l'océan Indien. Il permet notamment le partage d'informations médicales, sociales et épidémiologiques, de même que l'actualisation des connaissances sur la prise en charge médico-sociale, le partage sur le niveau des soins et du soutien à apporter aux personnes vivant avec le virus dans les pays de la zone, ainsi que le partage sur des grands sujets liés au VIH, tels la prévention, la banalisation de l'infection, la discrimination des personnes vivant avec le VIH et l'homosexualité. Le colloque facilitera aussi le renforcement du partenariat au niveau des organisations non gouvernementales, la société civile, les acteurs paramédicaux et les religieux.Selon les chiffres du ministère de la Santé, 5 682 cas de VIH/Sida ont été dépistés fin août 2013, parmi lesquels 1 203 femmes. Le nombre de personnes vivant avec le virus à Maurice est estimé à 10 600. Entre 2006 et 2010, 548 cas étaient dénombrés, soit 46 en moyenne par mois. Le nombre de cas a connu une baisse à partir de 2011, s'élevant à 401, soit une moyenne de 33 cas mensuellement. En 2012, le ministère a enregistré 320 cas, soit une moyenne de 27 par mois. En août 2013, environ 5 690 toxicomanes étaient sous traitement de méthadone tandis que 6 000 avaient adhéré au programme d'échange de seringues.Le ministère de tutelle a mis en œuvre une série de mesures de prévention, à l'instar de la formulation du National Multisectoral HIV and AIDS Strategic Framework, la mise sur pied du National AIDS Secretariat – sous l'égide du Bureau du Premier ministre –, l'introduction de stratégies de réduction des méfaits – dont le traitement de substitution à partir de la méthadone et le programme d'échange de seringues –, et la promulgation, en 2007, de la HIV and AIDS Act. Des Day Care Centres pour accueillir les personnes atteintes par le virus ont été, de plus, ouverts dans les cinq hôpitaux régionaux. Un nouveau médicament antirétroviral a aussi été introduit pour les quelque 2 012 patients bénéficiant de ce type de traitement. Par ailleurs, 95 % des femmes enceintes porteuses du virus suivent un traitement pour prévenir la transmission de la mère à l'enfant.Les tests de dépistage et les services conseils ont également été décentralisés dans les Area Health Centres et les Community Health Centres. Enfin, le laboratoire de virologie de Candos a été doté de machines pouvant déterminer la charge virale.

http://www.lemauricien.com/article/l-hotel-intercontinental-12e-colloque-vihsida-ocean-indien-du-13-au-15-novembre

Maurice : Colloque régional annuel sur le VIH/Sida de la Commission de l'Océan Indien



Le 12e colloque régional annuel VIH/Sida initié par la Commission de l'Océan Indien (COI) se déroule d'aujourd'hui mercredi à vendredi à l'Hôtel Intercontinental de Balaclava, dans le Nord de l'île Maurice, sur le thème *"Redynamisons la riposte".*

125 représentants des pays membres de la COI en provenance de Madagascar, La Réunion, les Comores, les Seychelles ainsi que de Madagascar, assistés de médecins spécialistes étrangers étudieront les dernières informations médicales et épidémiologiques sur la maladie.

Les participants dresseront aussi l'état des lieux du niveau de soins et le soutien à apporter aux personnes séropositives dans la région Océan Indien.

L'épidémie mondiale et son évolution, la drogue et le VIH ainsi que le Sida dans l'univers carcéral sont également au cœur des travaux.

Pour rappel, le ministère de la Santé de Maurice a publié à la fin septembre les derniers chiffres actualisés au mois d'août des personnes séropositives sur l'île.

5.682 personnes porteuses du VIH ont été ainsi dénombrées, dont 1.203 femmes atteintes par le virus du Sida.

Durant la période de janvier à août, 174 nouveaux cas ont été aussi recensés.

Le ministère de la Santé estime toutefois que le nombre de séropositifs sur l'île serait bien plus élevé et l'évalue à environ 10.600, soit 5.000 personnes qui ignorent avoir contracté la maladie.

http://www.zinfos974.com/Maurice-Colloque-regional-annuel-sur-le-VIH-Sida-de-la-Commission-de-l-Ocean-Indien_a64127.html

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

VIH & SIDA—NICOLAS RITTER (PILS) : « Frustré et inquiet que des patients meurent malgré tout »

«L'Hépatite C va provoquer une hécatombe si on ne s'y prend pas rapidement», dit-il
9 novembre, 2013



Le directeur de PILS et premier Mauricien à avoir publiquement admis être séropositif, Nicolas Ritter, dit attendre avec impatience et avec beaucoup d'excitation la tenue du 12e Colloque VIH & sida de l'océan Indien, qui se tiendra du 13 au 15 novembre à l'hôtel Intercontinental de Balaclava. Cependant, dit-il « je ne peux cacher ma frustration et mes inquiétudes, car malgré tous les efforts conjugués pour combattre le virus, nos patients meurent ». Au banc des accusés : l'Hépatite C, une pathologie courante chez les Personnes Vivant avec le VIH (PVVIH) et qui « va provoquer une hécatombe si l'on ne s'y prend pas à temps ».Reconnaissant que « le traitement pour les patients atteints d'Hépatite C est très onéreux », Nicolas Ritter note toutefois que « comme tous les efforts pour endiguer l'épidémie de sida sont concentrés sur le "fire fighting", on a relégué au deuxième plan tout le reste qui fait qu'une bonne prise en charge d'un PVVIH aide à contrôler la maladie, via des tests et suivis réguliers, et empêcher que le taux de mortalité ne prenne l'ascenseur ».Ce qui se trouve être actuellement le cas, déplore le directeur de PILS, qui avoue être « frustré et très inquiet, car nos patients meurent ». « En dépit de tous les efforts qui sont fournis, et parce que, pris par l'urgence de la situation, certains aspects du traitement, hormis les antirétroviraux et les mesures de Réduction des Risques, d'autres éléments importants dans une bonne prise en charge d'un PVVIH ont été relégués en deuxième position… On ne leur accorde qu'une place accessoire, si l'on peut dire ».Élaborant sur la question, M. Ritter explique que « pour qu'un PVVIH soit en bonne santé, il lui faut des analyses sanguines régulières, une bonne nutrition, une sexualité protégée, des bilans de santé aussi réguliers que possible pour détecter d'éventuelles pathologies comme les complications cardiovasculaires et la tuberculose, par exemple, qui sont très fréquentes chez les malades du sida ». C'est dans cette même

optique, continue notre interlocuteur, que « l'Hépatite C, une complication intimement liée à la problématique à Maurice, vu que notre communauté de séropositifs concerne majoritairement des Usagers de Drogues Injectables (UDI), n'a pas eu l'attention nécessaire de la part de nos autorités et c'est cela qui fait que nombre de nos patients meurent ces temps-ci ».Reconnaissant que « les efforts injectés ont indéniablement aidé à améliorer la situation de l'épidémie de sida à Maurice », Nicolas Ritter constate toutefois qu'« il faut impérativement, régler cette question le plus rapidement possible. Sinon, c'est l'hécatombe qui nous guette ». Il souligne que « le traitement pour l'Hépatite C est extrêmement onéreux, ce n'est pas une nouveauté. La question a déjà été abordée avec le ministre de la Santé, Lormus Bundhoo, qui nous a donné l'assurance que des efforts seront réalisés en ce sens. Il faut comprendre, surtout, que le moment est idéal pour discuter et négocier avec les pharmacies étrangères, afin de trouver des arrangements et des terrains d'entente pour éventuellement trouver des débuts de solution et aider les patients… »Une approche qui s'inscrit directement dans la ligne de la thématique arrêtée pour le 12e Colloque VIH & sida : « Redynamisons la riposte ». « Des représentants seront là, les acteurs locaux peuvent donc en profiter… »L'autre enjeu majeur de ce 12e colloque : « Trouver de nouvelles avenues de collaboration entre nos îles, en matière de réseautage et de synergie à l'égard des patients des îles ». Nicolas Ritter rappelle que « cela fait déjà deux ans que le projet AIRIS/sida de la COI a été arrêté, ce qui représente un manque à gagner important dans la lutte sur le plan régional ». Une des répercussions directes de la disparition de ce fonds : moins de participants des îles pourront être présents au colloque cette semaine. D'autre part, les deux réseaux de PVVIH régionaux, Ravane OI et Fam OI Positives, ne peuvent fonctionner à plein régime. « Lors du colloque, nous allons explorer des possibilités pour voir comment optimiser ces ressources et nous entraider ».Le colloque VIH & sida de l'océan Indien, rappelle encore Nicolas Ritter, est « le rendez-vous attendu pour l'échange et le partage d'expériences, de connaissances, de savoir-faire et de bonnes pratiques entre les îles, et aussi, en bénéficiant de la présence et de la participation des éminents professeurs et scientifiques français. C'est à la fois un bilan d'une année écoulée et une remise à niveau pour les mois qui viennent ».

http://www.lemauricien.com/article/vih-sida-nicolas-ritter-pils-frustre-et-inquiet-des-patients-meurent-malgre-tout

Maurice : Colloque régional annuel sur le VIH/Sida de la Commission de l'Océan Indien

13 Novembre 2013



Le 12e colloque régional annuel VIH/Sida initié par la Commission de l'Océan Indien (COI) se déroule d'aujourd'hui mercredi à vendredi à l'Hôtel Intercontinental de Balaclava, dans le Nord de l'île Maurice, sur le thème "*Redynamisons la riposte*".

125 représentants des pays membres de la COI en provenance de Madagascar, la Réunion, les Comores, les Seychelles ainsi que de Maurice et assistés de médecins spécialistes étrangers étudieront les dernières informations médicales et épidémiologiques sur la maladie.

Les participants dresseront aussi l'état des lieux sur le niveau de soins et le soutien à apporter aux personnes séropositives dans la région Océan Indien.

L'épidémie mondiale et son évolution, la drogue et le VIH ainsi que le Sida dans l'univers carcéral sont également au coeur des travaux.

Pour rappel, le ministère de la Santé de Maurice a publié à la fin septembre, les derniers chiffres actualisés au mois d'août des personnes séropositives sur l'île.

5.682 personnes porteuses du VIH ont été ainsi dénombrées, dont 1.203 femmes atteintes par le virus du Sida.

Durant la période de janvier à août, 174 nouveaux cas ont été aussi recensés.

Le ministère de la Santé estime toutefois que le nombre de séropositifs sur l'île serait bien plus élevé et l'évalue à environ 10.600, soit 5.000 personnes qui ignorent avoir contracté la maladie

http://www.indian-ocean-times.com/Maurice-Colloque-regional-annuel-sur-le-VIH-Sida-de-la-Commission-de-l-Ocean-Indien_a2518.html

L'Express DE MADAGASCAR
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET D'ANALYSE

Le thon discuté dans treize régions

15 novembre 2013



Les enquêteurs au moment de la simulation effectuée à Antsahanibingo

Une nouvelle base de données nationale sur le thon (BANAPT) a été présentée, hier à Mahajanga. Un atelier s'y déroule les 14 et 15 novembre.

Test perfectionné. La pêche fait vivre plus de 3,5 millions de personnes dans l'ensemble des pays de l'Afrique orientale-australe et de l'océan Indien (AfOA-OI), mais la pêche thonière se révèle être une filière prometteuse, si les bases de données correspondent avec les réalités sur terrain. D'où la mise en œuvre du programme SmartFish par la Commission de l'océan Indien et la Food and agricultural organization (FAO), financé par l'Union européenne.Selon son thème, l'atelier « Renforcement des systèmes statistiques de la pêche maritime à Madagascar », s'adresse aux dix enquêteurs, aux deux saisisseurs de données, à l'administrateur de la base de données, aux responsables statistiques des treize régions côtières des directions régionales de la pêche et des ressources halieutiques (Diana, Sava, Melaky, Sofia, Analanjirofo, Menabe, Atsimo Atsinanana, Vatovavy Fitovinany, Anosy, Androy, Atsimo Andrefana, Boeny, Atsinanana). « Le projet est pilote à Mahajanga et Toamasina, pour que Madagascar puisse avoir des estimations précises et fiables sur la capture de thons et des espèces apparentées, telles que l'espadon et le requin, en tant que membre de la Commission thonière de l'océan Indien (CTOI). Les statistiques révèleront ainsi les captures par an et par outil, tant dans le secteur artisanal qu'industriel », explique Julien Million, consultant du programme SmartFish.

Toky Rasoloarimanana, chargée de communication du programme, poursuit que les types et la quantité d'unités de pêche utilisées, les engins de pêche, les espèces ciblées, les zones exploitées, et les périodes sont les informations que l'on peut recueillir à travers les statistiques. Celles-ci deviennent vitales en termes de prévision et de planification socio-économiques.

Sécurité alimentaireDans cette optique, les formateurs essaient d'apporter des solutions afin de répondre à la carence dans la gestion des données de capture de la pêche thonière. Les Malgaches savourent déjà les résultats de la BANAPT grâce à la version mise en ligne sur http://www.lamatra.mg.

Le programme recommande à ce que les données sur les pêcheurs, les types de vaisseau, l'outil de capture, les saisons de passage des thons soient mises à jour et disponibles, chaque année, pour alimenter les bases de données de la CTOI. Les enquêteurs et les personnes ressources sur place collaborent de façon à ce que l'échantillonnage prélevé fournisse les données nécessaires pour la BANAPT. La disponibilité de ces données permettra également à la Commission de bien gérer la sécurité alimentaire.
« Nous savons que les produits halieutiques contiennent de la protéine, du calcium et du magnésium. À l'heure actuelle, les ressources halieutiques sont considérées comme un produit de luxe, donc ne sont pas accessibles à tous. Garantes de la sécurité alimentaire, il importe de consommer du poisson deux à trois fois par semaine », indique Samueline Ranaivoson, directeur de la gestion des ressources halieutiques. Les enquêteurs participant à l'atelier se sont rendus au village d'Antsahanibingo afin de mettre en pratique la mesure et la pesée du thon, et de déterminer les espèces recueillies par les pêcheurs.
Farah Randrianasolo

http://www.lexpressmada.com/peche-madagascar/48150-le-thon-discute-dans-treize-regions.html

157 millions de tonnes de produits de la pêche en 2012

12/11/2013





Le projet Smartfish, touchant plus de 20 pays en Afrique et notamment dans la zone de l'océan Indien, sera présenté davantage aux intéressés, demain au Centre de presse à Antsakaviro. Ce projet, actuellement dirigée par la commission de l'océan Indien, figure parmi les projets pilotes où l'on voit la FAO, ainsi que bon nombre d'autres organisations, œuvrer ensemble pour l'amélioration de la pêche dans ses pays membres, ainsi qu'atteindre le but d'autosuffisance alimentaire dans les années à venir.

En 2012, Smartfish a produit 157 millions de tonnes de produits de la pêche ont grâce notamment à l'amélioration de 6% de la qualité de l'aquaculture de l'année d'avant. Cette amélioration est provoquée par l'implication du projet dans ce domaine.

Car il est à noter que l'objectif global du programme est de contribuer à élever le niveau de développement social, économique et environnemental et d'accroître l'intégration régionale dans la région de l'Afrique-orientale et australe et l'océan Indien (AOA-OI) grâce à l'exploitation durable des ressources halieutiques.

Les bénéficiaires ultimes du programme sont les pêcheurs, les communautés côtières et les populations plus larges des Etats ACP de la région de l'AOA-OI couverte par le 10^{e} programme régional indicatif du FED. On peut s'attendre à ce que divers groupes de parties prenantes spécifiques profitent des avantages directs et indirects du programme Smartfish.

Cinq résultats sont ciblés par ce programme à savoir le développement et la gestion des pêches (FAO), la gouvernance des pêches, l'efficacité du Suivi-Contrôle-Surveillance , le commerce régional de la pêche et enfin la sécurité alimentaire (FAO)

Smartfish est l'un des plus grands programmes sur la pêche en Afrique, surtout pour le Burundi, les Comores, Djibouti, la République du Congo, l'Erythrée, l'Ethiopie, le Kenya, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Rwanda, les Seychelles, la Somalie, le Soudan, le Soudan du sud, le Swaziland, la République Unie de Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe. Sinon, le Mozambique, l'île de La Réunion et l'Afrique du Sud sont également impliqués dans le programme mais ne sont pas des bénéficiaires financiers.

http://www.orange.mg/actualite/157-millions-tonnes-produits-peche-2012

LeDEFIMEDIAGROUP www.defimedia.info

Livre : Françoise Baptiste propose 20 manières de cuisiner l'ourite

11 November 2013 09:31



Françoise Baptiste, est une passionnée de cuisine. La Rodriguaise a, d'ailleurs, plusieurs livres de recettes à son actif. Le dernier en date s'intitule « Ourite, recettes de l'océan Indien », édité par la Commission de l'océan Indien (COI).

Cuisiner l'ourite à la mode de pays des Mas-careignes. Françoise Batiste a réuni, pour le besoin de ce livre des recettes pour raviver le palais des gourmets qui raffolent de ce fruit de mer. « J'ai pu réunir, au bout d'un long travaille de recherche, des recettes d'ourites venu des Seychelles, de Rodrigues, de Mayottes entre autres. Les gourmets y découvriront des ourites avec des salades fraîches ou encore cuisinées avec du jus de citron. Le livre regroupe une vingtaine de recettes », explique l'auteure.

Le lancement du livre a coïncidé avec la réouverture de la pêche d'ourite en octobre dernier. « La COI a voulu revaloriser cette pêche à travers un livre de recettes. Quand la Commission s'est adressée à moi pour mener à bien ce projet, j'ai tout de suiteacceptée. »

http://www.defimedia.info/defi-quotidien/dq-magazine/item/41923-livre-francoise-baptiste-propose-20-manieres-de-cuisiner-l-ourite.html

Midi madagascar du 14/11/2013



Cahier détachable

Pêche en Afrique et dans l'Océan Indien.

Un vaste marché régional et une grande opportunité pour Madagasca

Le marché des produits halieutiques en Afrique et de l'Océan Indien est encore suffisamment vaste pour que Madagascar y trouve toute sa place en mettant en avant ses potentialités. La mise en œuvre du projet Smartfish de la Commission de l'Océan Indien (COI), l'un des plus grands projets sur la pêche en Afrique, offre d'excellentes opportunités pour la Grande Ile.

Crevettes, thons, crabes des mangroves, ... Madagascar dispose encore de grandes potentialités en matière de produits de la pêche, qui ne demandent qu'à être exploitées, en tenant compte, toutefois, de la bonne gouvernance des pêches afin d'en assurer la durabilité. Avec une potentialité de près de 8 000 tonnes de crabes des mangroves par an, par exemple, le pays n'en produit qu'à peine 3 500 tonnes actuellement, avec encore des pertes post-captures de l'ordre du tiers des productions. Quelques astuces et aménagements au niveau des équipements de pêche, suggérés aux pêcheurs, et un investissement raisonnable, ont suffi pour redresser la barre et à réduire nettement les pertes post-captures. Ce type d'accompagnement a été rendu possible, grâce à la mise en œuvre du projet Smartfish. Ce projet, l'un des plus grands projets dédiés à la pêche en Afrique, dont bénéficient 20 pays d'Afrique et de l'Océan Indien incluant Madagascar, se fixe, entre autres objectifs, outre le suivi, le contrôle et la surveillance, son activité la plus connue, intervient également dans la gestion des pêches, la promotion du commerce des produits de la pêche, la bonne gouvernance des pêches et la promotion de la sécurité alimentaire.

Projet Smartfish

La pêche artisanale fait vivre des communautés entières dans les zones côtières à Madagascar.

Bonne gouvernance. A Madagascar en particulier, le projet Smartfish a, permis de doter le pays d'une politique nationale maritime qui prend en compte les principes de bonne gouvernance. Ce qui n'est pas toujours le cas dans de nombreux pays de la région Afrique et Océan Indien. Les fermetures des pêches pour protéger le renouvellement des réserves des ressources halieutiques, en sont quelques résultats. Entre autres, interventions, ce projet a par ailleurs, procédé à l'évaluation des pertes post-captures des produits de pêche artisanale et d'aquacul-

ture à Madagascar, mai également permis la concr sation d'une intervention lote de la réduction des p tes dans la filière crabe. tenue, en août dernier à M rondava, de la rencontre p fessionnelle de la pêche d la région du Menabe, fig ainsi parmi les interventi du projet Smartfish à Ma gascar. Prochainement, janvier 2014, un événem d'ampleur régionale sur pêche se tiendra Ouganda. Ce « Smartfish tra event » réunira les nég ciants, les traders et les aut entités en activité dans le s teur pêche en Afrique et da l'Océan Indien. Un vérital carrefour où les opportuni se forment et se saisissent. Grande Ile y sera présente. pays est, en somme, sur bonne voie pour assu l'expansion et la durabilité ses activités de pêche maritim Le marché régional repr sente, en effet, une gran opportunité pour Madaga car, car il est plus à la port des producteurs locaux termes de normes et conditions exigées par marché. Une filière appelée se développer et une oppo tunité que Madagasc gagnerait à saisir.

Hanitra

LE PLU

Le Matinal

Pêche illégale : des conséquences écologiques et économiques

8th of November 2013

En vue de lutter contre la pêche illégale, Maurice renforce ses capacités d'application des mesures du ressort de l'Etat du port. Près d'une quinzaine d'administrateurs et d'inspecteurs du ministère des Pêches de Maurice ont suivi, la semaine dernière, une formation sur la mise en

oeuvre des mesures du ressort de l'Etat du port établies par la Résolution 10/11 de la CTOI.

La cérémonie de remise des certificats a eu lieu mardi, à Port-Louis. Cette formation organisée par la Commission thonière de l'océan Indien (CTOI) et le Programme SmartFish de la Commission de l'océan Indien (COI) est financée par l'Union européenne. Elle a été également organisée dans d'autres pays de l'océan Indien afin de renforcer les capacités des Etats membres de la CTOI en matière de contrôle au port.
Le président actuel de la CTOI, Daroomalingum Mauree, directeur des pêches du ministère des Pêches à Maurice, a présidé cette cérémonie de remise de certificats à quinze officiers du ministère. Cette formation les aidera à mieux se conformer aux règles établies pour contrôler les captures provenant de pêche illégale, donc de mieux contrôler cette ressource. En 2010, la CTOI a adopté une résolution sur les mesures du ressort de l'Etat du port visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. En effet, tout navire qui souhaite entrer dans un port de l'océan Indien pour débarquer ou transborder du poisson ou utiliser les installations et services portuaires, dans le cadre du mandat de gestion de la CTOI, est tenu de fournir une demande préalable d'entrée au port à l'autorité compétente de l'Etat du port.
"Les conséquences de cette pêche illicite, non déclarée et non règlementée sont économiques mais aussi écologiques", a déclaré Mauree. "Cette formation qui vise à renforcer nos capacités entre dans le cadre du programme national de la pêche de Maurice car il s'agit d'appliquer les procédures qui permettent de refuser ou non l'accès au port et l'utilisation des services portuaires aux navires étrangers."
CC

http://www.lematinal.com/economie/22724-Peche-illegale-des-consequences-ecologiques-et-economiques.html

Al-watwan
Le premier journal des Comores

Les Comores accueillent le forum régional des femmes entrepreneures

L'Efoi, à travers l'Efoicom organise, du 19 au 21 novembre au Palais du peuple, le forum régional des femmes entrepreneures de l'Océan indien. Le thème retenu est «Valoriser le savoir-faire féminin dans les échanges de l'Indianocéanie».

Le forum régional des femmes entrepreneures de l'Océan indien se tiendra la semaine prochaine, du 19 au 21 novembre au Palais du peuple à Moroni. Il aura pour thème: «Valoriser le savoir-faire féminin dans les échanges de l'Indianocéanie». A cette occasion, l'Efoicom a organisé hier, mercredi 13 novembre à la salle de conférence de la Maison de l'emploi, une réunion préparatoire.

Selon Idriss Nama, présidente de l'Efoicom, l'un des objectifs de la rencontre a été *«de communiquer et éveiller la population, surtout les femmes, afin que le forum se passe au mieux»*. Quant à Saïd Mohamed Houriat, elle espère *«que des contrats seront signés entre les femmes entrepreneures et les invités provenant des îles autres de l'Océan indien»*.

L'Efoicom est une plateforme créée en 2010 et compte 200 membres. Ses objectifs sont de regrouper les femmes entrepreneurs quelque soit le secteur d'activité, promouvoir, encourager et développer l'entreprise dirigée par une femme aux Comores, constituer une force de proposition de lobbying auprès des politiques économiques et enfin améliorer les échanges régionaux et internationaux.

«Problème de visibilité»

En outre, l'Efoicom est affilié au réseau mondial Fcem (Association des femmes chefs d'entreprises) depuis septembre 2012 et a participé à ses 60e et 61e congrès.

Cependant, Saïd Mohamed Houriat a laissé entendre que les femmes entrepreneures comoriennes rencontrent des problèmes qui empêchent l'épanouissement de leur travail. *«Il y a un manque de financement, pour certaines professions. Il faut que les femmes s'initient aux nouvelles technologies et elles ont un problème de visibilité. A cet effet, nous leur apprenons à faire des cartes de visite, à prendre des photos de leurs produits afin de mieux les valoriser et nous leur expliquons qu'il faut que leurs produits répondent aux normes internationales pour qu'ils puissent être exportés»*, a-t-elle résumé.



Deuxième rencontre

La plateforme compte *«établir un plan d'action afin d'améliorer la qualité de travail des femmes et qu'elles puissent travailler en synergie avec leurs collègues de l'Océan indien»*.

Saisissant l'occasion, la présidente des femmes entrepreneures comoriennes n'a pas manqué de remercier les ministères de l'Emploi et des Relations extérieures pour les efforts consentis dans l'organisation de cette deuxième rencontre régionale. Entreprendre au féminin Océan indien est un réseau fort et dynamique de femmes entrepreneures de la région Océan indien. Initiée par la Commission de l'Océan indien, l'Efoi veut rapprocher les femmes entrepreneur en vue de favoriser et d'encourager les échanges économiques pour répondre aux Objectifs du millénaire pour le développement (Omd).

Fsy

AM

http://www.alwatwan.net/index.php?home=actu.php&title=Les-Comores-accueillent-le-forum-regional-des-femmes-entrepreneures&actu_id=5896

Droits des femmes : les Comores, 1ers dans le monde arabe

14 novembre 2013



En matière de respect des droits des femmes, l'archipel des Comores est classé 1èr dans le monde arabe tandis que l'Egypte se retrouve en fin de classement, selon la fondation Thomson Reuters.

La fondation Thomson Reuters vient de publier un nouveau classement sur les droits des femmes dans le monde arabe. 336 experts internationaux ont collaboré à cette étude qui concernait au total 22 pays et dont les principaux critères d'évaluation ont été : « *L'analphabétisme, l'égalité hommes femmes, le harcèlement sexuel, la représentation politique et économique, les mutilations génitales ou les mariages forcés* », selon africatime.com.
Au vu de ces paramètres, l'Union des Comores semble être la mieux notée avec, par exemple, 20% des femmes occupant des postes ministériels. Par ailleurs, en cas de divorce, la législation comorienne concède la totalité des biens immobiliers à la femme.
L'étude note en revanche une détérioration des conditions de la femme dans les pays qui ont assisté dernièrement à des soulèvements populaires. Tel est le cas de l'Egypte, dernier du classement, où le harcèlement sexuel et les mutilations génitales concerneraient respectivement 99.3% et 91% des femmes. Dans ce pays, le taux d'analphabétisme serait encore de 63% chez les femmes, selon toujours cette enquête qui classe également l'Irak, l'Arabie Saoudite et la Syrie parmi les pays où les droits des femmes sont les moins respectés.

http://www.linfo.re/402-Societe/571825-Droits-des-femmes-Comores-1er-dans-le-monde-arabe

Gazette des Comores du 15/11/2013

Le deuxième forum EFOI s'ouvre ce mardi à Moroni

Like 0 Tweet 0 Pin it Share

Les Comores accueillent le deuxième forum des femmes entrepreneurs de l'Océan Indien. Cet évènement de la plateforme Entreprendre au Féminin Océan Indien (EFOI) va permettre de développer les échanges entre les pays, partager les connaissances et surtout promouvoir l'entreprenariat féminin dans la région.



Les organisatrices du 2e forum EFOI devant la presse

Une trentaine de femmes sont attendues à Moroni à partir de ce week-end pour prendre part au forum des femmes entrepreneurs de l'Océan Indien, qui démarre lundi à Moroni. Des rencontres de la plateforme régionale ont été organisées successivement dans les pays de la région depuis 2006, pour « intensifier les échanges économiques dans la région Océan Indien en renforçant le plaidoyer auprès des gouvernements et des bailleurs », a affirmé la présidente de l'EFOI-Comores, Naama Idriss. « L'année dernière, nous étions à Madagascar. Cette année on l'organise chez nous en partenariat avec le ministère de l'Emploi en charge de l'Entreprenariat féminin », a-t-elle poursuivi.

Selon Saandia Hassani, vice-présidente de l'EFOI-Comores, le programme de ce forum fera place à des séances d'échanges et de réflexions, à des stands d'exposition ouverts à toutes les femmes entrepreneurs pour faire la promotion de leurs activités. La directrice de la Meck-Moroni devrait d'ailleurs animer une séance sur l'accès au microcrédit, a-t-on appris.

Ce sera l'occasion de se renseigner auprès de nos confrères de l'Océan Indien, surtout pour ceux qui aspirent à entreprendre dans la région. Pour ce qui est des Comores, les leaders de l'EFOI ont des difficultés sur l'accès au crédit et la formation des femmes. L'Efoicom s'est fixé comme objectif de regrouper les femmes entrepreneurs, quel que soit leur secteur d'activité, développer et promouvoir l'entreprise dirigée et améliorer les échanges régionaux et internationaux.

L'appel a été lancé pour que les femmes rurales viennent adhérer à l'EFOI-Comores pour bénéficier de leur accompagnement afin de promouvoir leur savoir-faire, pérenniser et rentabiliser davantage leurs activités.

Al-hamdi AbdillahHamdi

AM



Energies renouvelables

Fonds africain de l'énergie renouvelable (FAER) : La BAD investit 25 millions de dollars et en mobilise 39,5 millions

13-11-2013 :

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) (http://www.afdb.org) a approuvé, ce mercredi 13 novembre, une prise de participation de 25 millions de dollars EU au capital du Fonds africain de l'énergie renouvelable (FAER) et confirmé la mobilisation de 39,5 millions de dollars EU auprès d'autres bailleurs.

Le FAER est un fonds de capital-investissement, qui investit dans des projets d'énergie renouvelable (d'envergure modeste et moyenne) en Afrique subsaharienne (à l'exclusion de l'Afrique du Sud), et vise une capitalisation totale de 150 à 200 millions de dollars EU.

Les ressources annuelles nécessaires à l'adaptation au changement climatique et à la mise en ?uvre de solutions à faibles émissions de carbone en Afrique atteindraient, selon les estimations, entre 22 et 31 milliards de dollars EU d'ici à 2015. Or, s'il y a un besoin urgent de fonds d'investissements dédiés aux énergies renouvelables et qui ciblent l'Afrique subsaharienne, seuls quelques fonds panafricains destinés aux infrastructures sont aujourd'hui en mesure d'investir dans les technologies propres.

Le FAER aura un rôle d'importance en canalisant un flux accru de capitaux privés vers les industries de production d'énergies propres en Afrique, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre actuelles. En investissant dans des technologies propres, le Fonds aidera les gouvernements à atteindre leurs objectifs en matière d'énergies propres et d'émissions de carbone, tout en contribuant à créer des emplois, à générer des revenus, à améliorer tant la qualité que la quantité des prestations, et à augmenter les recettes publiques.

Le Fonds africain de l'énergie renouvelable a été conçu pour répondre aux besoins d'investissements et faire effet de levier, afin d'attirer des investissements supplémentaires, nécessaires pour créer des industries durables dans le domaine des énergies renouvelables en Afrique subsaharienne. La BAD a joué un rôle essentiel dans la conception de ce fonds, dans sa structure et le choix du gestionnaire notamment. De plus, la Banque est l'un des promoteurs et investisseurs de référence du FAER, au côté du Fonds des énergies durables pour l'Afrique (dit SEFA, pour ?Sustainable Energy Fund for Africa? en anglais), qui fournira 25 millions de dollars EU sous forme de prise de participations. Par ailleurs, le SEFA contribuera à hauteur de 10 millions de dollars EU au financement de la facilité d'appui au projet. Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) investira quant à lui 4,5 millions de dollars EU, provenant d'un programme de partenariat public-privé géré par la BAD.

Gestionnaire du FAER, Berkeley Energy, une société de gestion de fonds de capital-investissement créée en 2007 spécialisée dans les projets d'infrastructures liés aux énergies renouvelables dans les marchés émergents, a établi, en 2009, un Fonds des énergies renouvelables ciblant l'Asie (le REAF), doté d'un mandat sensiblement similaire à celui du FAER et d'un capital de 110 millions de dollars EU, déployé et investi à 80 % en trois ans et demi d'existence. L'équipe de Berkeley Energy se réclame d'une expérience de plus de 60 ans dans des projets similaires sur les marchés émergents, notamment dans la mise en ?uvre d'actifs en énergie en Afrique.

Le mandat du FAER est en phase avec la stratégie décennale de la BAD (2013-2022), axée sur la sécurité énergétique et la croissance verte inclusive, piliers d'une transition vers le développement durable et la prospérité pour tous. Le Fonds est également dans la droite ligne de la politique en matière d'énergie de la Banque, de son Cadre d'investissement dans l'énergie propre, et du Plan d'action relatif au changement climatique. Ces initiatives entendent conforter la transition des pays membres de la BAD vers un modèle d'énergie mixte plus propre, et encourager les investissements destinés à atténuer la vulnérabilité du continent au changement climatique.

http://www.africanmanager.com/detail_article_wp.php?art_id=3651

Seychelles : Exercice naval régional supervisé par la sixième flotte américaine

14 Novembre 2013

Un exercice militaire régional, sous le nom de code *Cutlass Express 2013*, a débuté mardi aux Seychelles, en Tanzanie et à Djibouti.
Les marines de plusieurs pays d'Afrique de l'Est ainsi que les forces armées internationales basées à Djibouti participent à un exercice destiné à lutter contre la piraterie maritime, la pêche illégale et les trafics illicites qui frappent régulièrement cette zone de l'Océan Indien.
Djibouti, le Kenya, l'Ouganda, l'Afrique du Sud, les Seychelles, l'île Maurice, le Mozambique, la Tanzanie, les Comores, le Yémen, les Pays-Bas, le Danemark et les forces navales américaines prépositionnées en Afrique orientale ainsi que la Force navale de l'Union européenne sont parties prenantes de cet exercice de sécurité et sûreté maritimes.
Après une semaine de formation théorique, une deuxième phase de l'opération sera lancée en mer aux côtés de la marine américaine de la 6e flotte qui supervisera le déroulement stratégique des manœuvres.
La semaine d'exercices pratiques se déroulera à proximité de quatre ports différents: à Mombasa (Kenya), Djibouti, à Dar es Salaam (Tanzanie), ainsi qu'à Port Victoria aux Seychelles.

http://www.zinfos974.com/Seychelles-Exercice-naval-regional-supervise-par-la-sixieme-flotte-americaine_a64209.html

Seychelles : Exercice naval régional supervisé par la 6e flotte américaine

14 Novembre 2013



Un exercice militaire régional, sous le nom de code *Cutlass Express 2013*, a débuté mardi aux Seychelles, en Tanzanie et à Djibouti.

Les marines de plusieurs pays d'Afrique de l'Est ainsi que les forces armées internationales basées à Djibouti participent à un exercice destiné à lutter contre la piraterie maritime, la pêche illégale et les trafics illicites qui frappent régulièrement cette zone de l'Océan Indien.

Djibouti, le Kenya, l'Ouganda, l'Afrique du Sud, les Seychelles, l'île Maurice, le Mozambique, la Tanzanie, les Comores, le Yémen, les Pays-Bas, le Danemark et les forces navales américaines prépositionnées en Afrique orientale ainsi que la Force navale de l'Union européenne sont parties prenantes de cet exercice de sécurité et sûreté maritimes.

Après une semaine de formation théorique, une deuxième phase de l'opération sera lancée en mer aux côtés de la marine américaine de la 6e flotte qui supervisera le déroulement stratégique des manœuvres.

La semaine d'exercices pratiques se déroulera à proximité de quatre ports différents: à Mombasa (Kenya), Djibouti, à Dar es Salaam (Tanzanie), ainsi qu'à Port Victoria aux Seychelles.

http://www.indian-ocean-times.com/Seychelles-Exercice-naval-regional-supervise-par-la-6e-flotte-americaine_a2534.html

Développement durable

Added value for and from EU

UNE MISE EN VALEUR DURABLE ET COMMUNE DES RESSOURCES NATURELLES

Une coopération fonctionnelle, vectrice d'intégration régionale

« Le développement n'est pas durable s'il porte atteinte à l'environnement, à la biodiversité et aux ressources naturelles et s'il accroît l'exposition et la vulnérabilité aux catastrophes naturelles »

Agenda pour le Changement, 2011

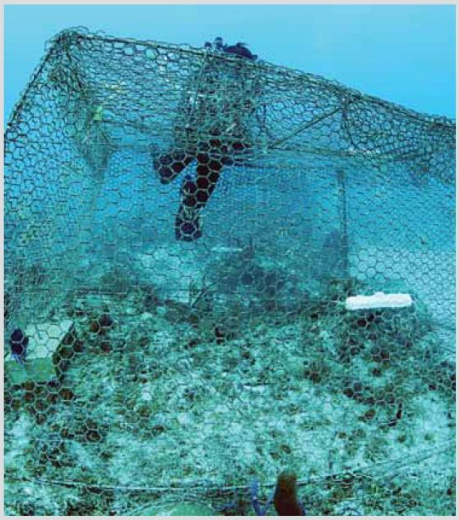
L'UE en soutenant dans les pays de l'AfOA-OI la coopération fonctionnelle pour une gestion commune et durable des ressources naturelles contribue à l'intégration de la région à travers les interventions suivantes, cohérentes avec les objectifs de l'Agenda pour le Changement:

UNE CROISSANCE INCLUSIVE ET DURABLE POUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN

- Renforcement des capacités des acteurs non-gouvernementaux et des collectivités locales en gestion des ressources naturelles dans les pays riverains de l'océan Indien (COI ainsi que Kenya, Tanzanie, Somalie)
- Valorisation de l'expertise régionale (coopération Sud-Sud)
- Emergence d'un pôle d'excellence dans le domaine de la télédétection appliquée aux ressources marines
- Constitution et diffusion de matériels pédagogiques d'éducation à l'environnement
- Adoption de lignes directrices pour la gestion des déchets

RÉDUIRE L'EXPOSITION AUX CHOCS MONDIAUX DONT LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Mise en place de la plateforme défi côtier du sud-ouest de l'océan Indien pour la mobilisation des acteurs politiques, économiques et financiers. Adoption d'une vision à 20 ans et d'un plan d'action
- Renforcement des capacités des stations météorologiques de l'océan Indien (prévisions cycloniques)
- Amélioration des moyens de télécommunication et révision des législations sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication



PRÉSERVER LES ÉCOSYSTÈMES ET ASSURER LEUR EXPLOITATION DURABLE

- Collaboration avec la Convention de Nairobi pour la protection des milieux marins
- Mise en place d'un réseau des récifs coralliens dans le sud-ouest de l'océan Indien - Constitution d'une base de données sur l'état de santé des récifs - Cartographie des récifs coralliens comme base à la création de parcs marins - Amélioration du suivi des récifs coralliens
- Développement d'un protocole de gestion intégrée des zones côtières additionnel à la Convention de Nairobi
- Mise en place de 6 comités nationaux pour la gestion intégrée des zones côtières
- Valorisation de l'expertise technique dans le domaine de l'utilisation de données satellitaires pour une meilleure connaissance et préservation des écosystèmes marins
- Exploitation de plantes aromatiques et médicinales
- Lutte contre les mouches des fruits
- Protection des végétaux contre les organismes nuisibles à l'agriculture: - Révision des politiques et législations régissant l'utilisation des pesticides et adoption de pratiques respectueuses de l'environnement

PROMOTION DES TECHNOLOGIES PROPRES ET RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT AFIN DE FACILITER LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE VERTE

- Mise en place de réglementations favorisant l'investissement dans les énergies nouvelles et renouvelables (géothermiques, solaires, éoliennes ...)

CONSERVATION ET GESTION DURABLE DES RESSOURCES MARINES/HALIEUTIQUES

- Meilleure connaissance des stocks des thonidés, par le marquage de thons dans l'océan Indien: - 168 163 thons marqués, 26 000 recaptures
- Surveillance, contrôle et suivi des pêches: - Mutualisation des moyens de surveillance des zones de pêches marines et lacustres, notamment sur le lac Victoria - Suite à l'accord de partenariat avec DG MARE: 35 missions régionales de surveillance, 1 000 jours de patrouille maritime, 400 navires de pêches inspectés, 41 procès-verbaux dressés, 10 navires arraisonnés - Mise en place d'un Système régional de suivi des bateaux
- Publication de manuels pour la valorisation des produits halieutiques, assurant ainsi les revenus des populations concernées, notamment les femmes

DÉVELOPPER LES INFRASTRUCTURES POUR RÉPONDRE EFFICACEMENT À LA PROBLÉMATIQUE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

- Désenclavement des zones de production agricole, amélioration des infrastructures de stockage et de transport
- Connaissance et gestion durable des ressources en eau, notamment dans la corne de l'Afrique
- Analyse régionale des risques et des vulnérabilités liées à la sécurité alimentaire
- Appui à la veille de la santé animale (peste bovine etc.) dans la corne de l'Afrique

Le Traité d'Amsterdam qui officialise le statut de Région ultrapériphérique de La Réunion permet, à travers les cofinancements FED-FEDER de la COI, de mobiliser l'expertise européenne et facilite le transfert de technologies et de savoir-faire, notamment en matière de protection des végétaux, de météorologie, de préservation et d'exploitation des richesses halieutiques ainsi que l'exploitation des énergies nouvelles et renouvelables

AM

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Inquiétude sur l'énergie à utiliser

La santé publique, l'environnement et l'économie en danger. L'utilisation du bois de chauffe, du charbon de bois, du pétrole et du gasoil pointée du doigt.

LES spécialistes tirent la sonnette d'alarme face aux sources d'énergie les plus utilisées. Ces préoccupations ont été dévoilées lors de la conférence sur *« L'accès à l'énergie durable pour tous. Recommandations pour Madagascar »*, organisée hier à Ankatso par le WWF et l'Institut pour la maîtrise de l'Énergie à l'université d'Antananarivo. Aussi, 81% des Malgaches emploient toujours du pétrole au quotidien. L'utilisation de cette source d'énergie équivaut à la consommation de deux paquets de cigarettes par jour pour un ménage. Les 10 000 000 m³ de bois de chauffe et les 400 000 tonnes de charbon de bois utilisés par bon nombre de ménages et petites industries, chaque année, menacent aussi la forêt. *« La plupart des bois de chauffe et du charbon de bois est produite grâce à l'exploitation de la forêt naturelle. Si cette pratique se perpétue, nous serons à court de charbon de bois d'ici une dizaine d'année »*, a interpellé Manitra Rakotoarivelo, lors de son exposé sur le diagnostic du secteur énergie à Madagascar. Selon ce consultant, la demande en charbon de bois dépasse l'offre dans la région Atsimo-Andrefana. Il faut 30 000 ha de terrain reboisé pour satisfaire la demande actuelle. Pourtant, il n'y a aujourd'hui que 6 000 ha de surface reboisée. L'importation du gasoil pour faire tourner les centrales thermiques et le secteur du transport amenuise aussi la ressource en devise. *« À chaque fois que nous importons 1000 tonnes d'hydrocarbure, nous dépensons un million de dollars »*, a ajouté Manitra Rakotoarivelo. L'électricité produite par la JIRAMA ne contribue pas, par contre, à renflouer cette perte de devises. Les industries ainsi que les petites et moyennes entreprises, ne consomment que 44% de l'électricité. Les 55% de l'électricité sont utilisés par les ménages. L'énergie constitue ainsi un facteur de blocage du développement socio-économique dans la Grande île.



PHOTO : MAMY MAEL

Les spécialistes interpellent l'opinion sur la menace présentée par les sources d'énergie actuelles pour la future génération

Énergie renouvelable

Voahirana Randriambola, membre du groupement de réflexion énergie, avance que seule l'utilisation de l'énergie renouvelable pourrait remédier à tous ces maux. Il faut seulement, selon elle, une vision sur l'énergie. La dépense de deux cent millions de dollars effectuée par la JIRAMA, selon Manitra Rakotoarivelo, pour faire fonctionner les centrales thermiques aurait pu par exemple créer une centrale hydraulique. Le million de dollar destiné à l'achat de gasoil peut également équiper deux mille ménages en électricité. L'utilisation de cinq cents cuiseurs solaires épargnera 1000 ha de forêts. *« Tous ces beaux discours attendent une véritable volonté politique de l'État »*, conclut un membre de l'assistance.

Vonjy Radasimalala

NATION Al-watwan N° 2307 du vendredi 15 novembre 2013 Page 6

Biodiversité : l'écosystème marin est le plus menacé

Le directeur des relations européennes et internationales du Muséum national d'histoire naturelle de Paris et chef de la délégation française au sein de la Commission scientifique de la convention sur la diversité biologique, a dirigé, mercredi à l'Université des Comores, un débat portant sur le thème «Les services des écosystèmes, indicateurs de suivi, objectifs d'Aichi».

Jean-Partick Le Duc a échangé avec un public composé, entre autres, d'enseignants et étudiants de la faculté des Sciences de l'Udc, et a démontré la disparition de la biodiversité.

Cette conférence, qui entre dans le cadre des programmes de recherches de l'Université des Comores, a permis au professeur Jean-Patrick Le Duc de donner plusieurs significations de la biodiversité, notamment celle qui résume que *«la biodiversité est la composante vivante de la nature»*.

Selon lui, la biodiversité est appréhendée à trois échelles distinctes, à savoir la diversité des écosystèmes ou milieux, la diversité interspécifique, c'est-à-dire, diversité existante au niveau du nombre d'espèces, et la diversité intra-spécifique qui est observable entre les différents individus d'une même espèce, que l'on peut appeler diversité génétique.

A cet effet, le conférencier a quantifié le nombre d'espèces sur terre à 14 millions. Les services des écosystèmes sont, d'après cette session, des bienfaits que les hommes obtiennent des écosystèmes.

Ceux-ci comprennent les services d'approvisionnement, tels que la nourriture et l'eau, les services de régulation, tels que la régulation des inondations et des maladies, les services culturels, tels que les bénéfices spirituels, récréatifs et culturels, et les services de soutien qui maintiennent des conditions favorables à la vie sur terre, tels que le cycle des éléments nutritifs.



Objectifs d'Aichi

En ce qui concerne les objectifs d'Aichi, il s'agit d'un nouveau cadre général sur la biodiversité, non seulement pour les conventions relatives à la biodiversité, mais pour le Système des Nations unies à travers lequel les parties ont accepté de convertir ce cadre international général en stratégie et plans d'action nationaux pour la biodiversité. Il vise également à vivre en harmonie avec la nature, avec comme vision à l'horizon 2050, *«la diversité biologique valorisée, conservée, restaurée et utilisée avec sagesse, en assurant le maintien des services fournis par les écosystèmes, en maintenant la planète en bonne santé et en procurant des avantages essentiels à tous les peuples»*.

Pour les indicateurs de suivi, il s'agit des éléments par le biais desquels les efforts de restauration des perturbations anthropiques toujours croissantes des écosystèmes naturels et semi-naturels sont évalués. Pour cela, Jean-Patrick Le Duc n'a pas manqué de mentionner quelques changement brusques menaçant la biodiversité comorienne, tels que la dégradation des zones de pêche, les espèces fragiles, la dégradation de la forêt, la destruction des récifs coralliens, la chute des populations, la dégradation des services des régulations qui provoque des accidents climatiques, mais également la disparition des zones de reproduction, surtout marines, entre autres.

Accidents climatiques

C'est alors que le professeur a montré que *«l'écosystème marin est plus que menacé. 38% des récifs coralliens ont disparus; le stock de poissons marins continue de se dégrader, les eaux marines ne cessent de monter pendant que l'écosystème terrestre demeure aussi menacé»*. A la fin de son exposé, Jean-Patrick Le Duc a apporté quelques solutions. Pour lui, ce qu'il faut faire, c'est donner un poids politique à la biodiversité, soutenir et développer les recherches scientifiques, et renforcer la coopération internationale.

Jean Patrick Le Duc a, en outre, proposé d'évaluer le coût de la non-action, estimer la réparation et intégrer les valeurs de l'écosystème en formant des équipes pluridisciplinaires de la plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques et un master biodiversité.

Nassila Ben Ali